

A Bannalec le 12 mai 2021

Bonjour,

j'ai pris connaissance de l'enquête publique du projet d'extension de l'élevage porcin situé à Kerjaec en Mellac par la SCEA Bernard et je souhaite m'exprimer à ce sujet en tant que citoyenne et habitante du territoire.

Sans remettre en cause le dur travail des agriculteurs, je m'interroge sur la pertinence en 2021 d'un tel projet agro-industriel. Nous sommes en plein cœur d'une crise sanitaire mondiale alors que nombreux écologues alertent depuis des années sur les risques épidémiques liés à la concentration d'animaux dans les élevages industriels et nous poursuivons ce modèle mortifère avec ce type de projet.

« Les gigantesques fermes concentrationnaires où nous entassons des animaux sont des foyers épidémiques en puissance. Arrivée en Chine en 2018, la peste porcine africaine a décimée selon plusieurs estimations 350 millions de porcs dans une cinquantaine de pays, soit 1/4 des cochons de la planète. Qualifiée de plus grande épidémie animale jamais vue sur la planète, elle constitue un avant-goût des risques qui pèsent sur les sociétés humaines avec la généralisation de la production intensive de viande, qui ne peut que favoriser à terme les transferts microbiens des animaux aux humains » (JM Gancille, Carnage 2020) .

Après un an de pandémie, pouvons-nous considérer comme utopique un potentiel risque sanitaire tel que celui-ci ?... et le porc est justement l'animal qui a le plus de ressemblance avec l'homme comme l'explique Marie Monique Robin dans son livre « La fabrique des pandémies » où elle fait intervenir de nombreux experts mondiaux. Il n'y a aucune garantie que cela ne se produira pas. De plus, dans ces élevages intensifs, la nécessité d'usage d'antibiotiques risque de provoquer des résistances dont nous allons peut être nous mordent les doigts dans quelques années...

Nous devons également faire face aux enjeux du réchauffement climatique et je ne suis pas sûre que l'extension d'un élevage porcin aille dans ce sens. Je rappelle que les accords de Paris que la France a signés, signifient diviser par 4 notre empreinte carbone. Cela est totalement impossible avec le maintien d'une consommation de viande actuel alors quand on parle ici d'une extension d'élevage, cela signifie une augmentation.... L'élevage représente 14,5 % des émissions globales de gaz à effet de serre selon la FAO (émissions des animaux+transports+productions d'aliments etc..) et mobilise 80 % des surfaces agricoles en France à travers les pâtures et les cultures dédiées à l'alimentation animale (sources:Tackling Climate ChangeThrough Live stuck FAO 2013 et Solagro 2016, FAO 2019).

La diminution de la consommation de viande est une absolue nécessité pour rester dans les objectifs des accords de Paris et ainsi préserver une planète habitable pour les générations présentes et futures. Nous avons besoin actuellement d'encourager d'autres pratiques agricoles et de soutenir une transition vers celles-ci.

Dans la réponse donnée par la SCEA Bernard aux réserves émises par la MRAE concernant l'impact sur le climat, il est noté par la SCEA que «les autres émissions (scope3), telles que les émissions liées à l'alimentation et celles liées au transport, amont et aval, ne sont pas comptabilisées car cela nécessiterait des investigations plus poussées et plus lourdes ». Bref, nous n'en saurons donc rien...Il est également noté que la consommation électrique va doubler sur la partie bâtiment (même si, certes, la construction va être pensée pour une réduction de 92000kwh/an par rapport à des bâtiments classiques, le résultat est quand même un doublement de la consommation actuelle). Nous devons aller vers la sobriété et la décroissance énergétique et cela dans tous les domaines.

J'exprime également une grosse réserve quant à l'impact que pourrait avoir une pollution de lisier sur la biodiversité de notre région. Nous avons dû encore faire face récemment à de catastrophiques pollutions de cours d'eau comme le Belon ou La Penzé dernièrement, pollutions dues à chaque fois à du lisier. Les dispositifs de protection existent déjà (fosses de stockage, bassins de rétentions, épandages etc.) et nous en voyons bien les limites. L'eau va devenir une question cruciale au cours des prochaines années au vu du dérèglement climatique et la garder en bonne santé est plus que nécessaire. Préserver les écosystèmes aquatiques et éviter également une mort de tous les organismes qui en dépendent est également nécessaire. Une partie des déjections va être envoyée vers le méthaniseur de Lamballe. Quid de l'impact carbone de ce transport ? Et je rappelle que la pollution de l'Aulne de l'année dernière qui a privé d'eau potable 180 000 personnes est due à une fuite de digestat de méthaniseur. Je vous mets une citation d'une enquête réalisée par France info, le 20 avril 2021, suite à la énième pollution de l'eau en Bretagne :

« En décortiquant les données d'Aria, la base de données du Bureau d'analyse des risques et pollutions industriels (Barpi), France Info a pu constater une hausse notable des fuites de lisier dans les élevages porcins bretons ces dernières années : de six en huit ans (2008-2015) à douze en quatre ans (2016-2019). Cette base, qui compile surtout les accidents les plus graves, n'est pas exhaustive, certains faits signalés par les pêcheurs et l'association Eau et rivières de Bretagne n'y figurent pas. Dans un rapport rendu en novembre 2020 , le Conseil général de l'environnement et du développement durable constatait, en comparant avec les contrôles menés dans le cadre de la Politique agricole commune, que de nombreuses fuites n'étaient pas remontées au Barpi. »

Je souhaite également porter votre attention sur le rapport de la cour des comptes et de la chambre régionale des comptes de Bretagne qui pointe l'inefficacité des plans de lutte contre les algues vertes en Bretagne malgré 110 millions alloués. Algues vertes dues à l'activité agricole. Entre 1995 et 2019, la teneur en nitrates dans les cours d'eau a diminué, passant d'une moyenne de 42,8 à 34,2 milligrammes par litre, selon les données de l'Observatoire de l'environnement en Bretagne. C'est mieux mais loin des 10-15 mg/l nécessaires pour atteindre l'objectif d'une réduction de moitié des échouages d'algues vertes d'ici 2027.

La cour des comptes pointe également que les contrôles dans les exploitations ont diminués de 70 % depuis 2010 dans les exploitations. Alors comment être sûr que les mesures de protection de l'environnement vont être appliquées et suivies ?

Bien évidemment la SCEA indique que toutes les mesures de protections seront mises face au risque de pollution mais la réalité du terrain nous montre bien que les risques sont réels et les pollutions arrivent et augmentent ces dernières années. Doit-on encore continuer à augmenter ces risques par l'extension de ce type d'élevage ? Pour moi, il est clair que non. L'eau est un patrimoine commun à tous et ne doit pas être polluée.

Je m'interroge aussi sur le modèle économique prôné par l'élevage intensif. Ce projet semble aidé par la COOPERL, groupement qui vient de racheter un abattoir dans le nord Finistère et qui a annoncé dans la presse avoir 3 millions de porcs dans un rayon de 80 km et prévoir 40 % d'export vers la Chine. A l'heure d'une nécessaire relocalisation de notre alimentation, de la prise de conscience de la fragilité de notre modèle de consommation et d'échanges où une crise mondiale comme une pandémie ou un simple cargo coincé dans un canal, peuvent remettre en cause ce modèle, quel est le sens de produire toujours plus ? Avec les risques que cela entraînent au niveau économique... L'épandage des déjections porcines ne va pas aider non plus dans le sens de rendre des terres propres à la culture d'aliments biologiques qui sont une demande des consommateurs ainsi que des pouvoirs publics avec le devoir d'augmenter la part du bio dans les collectivités publiques (Loi Egalim). La Bretagne produit pour 24 millions de personnes et nous sommes 3 millions... quel est le sens de cela ? Tout va dans le sens des circuits courts, les demandes des consommateurs qui veulent de la qualité et pas de la quantité, qui veulent du local et du bio ...Ce projet est à contre-courant des envies des consommateurs...

Enfin pour terminer, je voudrai quand même faire un point sur la souffrance animale existant dans ce type d'élevage. Nous parlons là d'éthique, de notre rapport au vivant, à l'autre et aussi de notre humanité. Nous avons tous pu voir ces dernières années les images atroces d'animaux, grâce aux lanceurs d'alerte, dans ce type d'élevage et dans les abattoirs qui sont la finalité de la vie de ces animaux et détourner les yeux de la réalité de leur souffrance ne la fera pas disparaître. Toutes les études en éthologie vont dans le sens de reconnaître aux animaux que ce sont des êtres sensibles, conscients et ressentant la douleur. Il est peut être temps également de s'interroger sur le niveau de souffrance existant chez ces animaux enfermés toute leur vie dans ce style d'élevage. C'est un débat moral à avoir et j'ai bien conscience que tout le monde n'est pas prêt à s'y atteler... Augmenter le nombre de porcs, c'est tout simplement augmenter la souffrance animale.

Je vais résumer mon courrier en 5 points pour exprimer mon opposition à ce projet :

- * risques épidémiques majorés par la concentration animale dans ce type d'élevage.**
- * incapacité à réduire notre empreinte carbone en maintenant la consommation de viande voir même en augmentant sa production**
- *risques majeurs de pollution de l'eau et de perte de biodiversité associée, non garantis par les mesures de protection au vu de l'augmentation des accidents ces dernières années.**
- *interrogation sur le modèle économique et les risques sociaux qui en découlent**
- * souffrance animale**

Je vous remercie d'avoir pris le temps de lire ma requête qui est donc une opposition claire à ce projet. Je souhaite rajouter que ce n'est pas une opposition aux agriculteurs qui font un travail difficile et peu reconnu, qui sont pris dans un système économique qu'on leur a demandé après guerre pour nourrir la France et augmenter toujours plus leur production. Ce système provoque des drames chez les agriculteurs qui s'endettent et ne peuvent plus s'en extraire... Ce système arrive à bout de souffle, provoque déjà des catastrophes sur le plan humain, environnemental. J'espère vraiment qu'une transition se fera vers un autre modèle agricole plus respectueux de l'environnement et des hommes qui y travaillent car je ne suis pas sûre que nous avons le choix pour les générations qui vont suivre... je sais bien que toutes les dispositions légales sont sûrement bien bordées quand ce type d'exploitation fait ce genre de demande mais il s'agit aussi pour nous, citoyens, politiques, de choisir dans quel type de monde nous allons vivre et quel type d'avenir nous souhaitons.

Cordialement

Marie Jaouen
Loge Taéron
29380 Bannalec